

Question des Ukrainiens aux procureurs américains : Pourquoi ne voulez-vous pas de nos preuves au sujet de vos Démocrates ?

	<p>PAR JOHN SOLOMON, 07 avril 2019 https://thehill.com/opinion/white-house/437719-ukrainian-to-us-prosecutors-why-dont-you-want-our-evidence-on-democrats</p> <p>John Solomon est journaliste d'investigation primé dont le travail au fil des ans a mis en lumière les échecs des services de renseignements américains et du FBI avant les attentats du 11 septembre, l'utilisation abusive par des scientifiques fédéraux d'anciens combattants et d'enfants placés en famille d'accueil ayant consommés de la drogue et les nombreux cas de corruption politique. Il est journaliste d'investigation et vice-président directeur de la vidéo au Hill.(TV)</p>
---	---

Les responsables ukrainiens de la justice pensent qu'ils ont des preuves d'actes répréhensibles commis par les démocrates américains et leurs alliés à Kiev, allant de l'ingérence électorale de 2016 à l'obstruction d'enquêtes criminelles. Mais, selon leurs dires, leurs tentatives pour amener le ministère de la Justice de Trump à agir ont été contrecarrées.

Kostiantyn Kulyk, chef adjoint du Département de la coopération juridique internationale du procureur général, m'a confié que lui et d'autres hauts responsables de l'application des lois essaient en vain depuis l'année dernière d'obtenir des visas de l'ambassade des États-Unis à Kiev pour communiquer leurs preuves à Washington.

"Nous étions censés partager cette information au cours d'un voyage de travail aux États-Unis", m'a dit Kulyk lors d'une longue entrevue. "Cependant, l'ambassadrice des États-Unis, [Marie Yovanovitch, NdT] nous a empêchés d'obtenir un visa. Elle ne nous l'a pas explicitement refusé, mais elle ne nous l'a pas donné non plus."

L'une des priorités des enquêteurs ukrainiens, a dit M. Kulyk, a été l'argent sorti illégalement d'Ukraine et transféré aux États-Unis par des hommes d'affaires amis du régime précédent russe de Viktor Ianoukovitch.

Les hommes d'affaires ukrainiens "ont autorisé les paiements pour les efforts de lobbying ciblant le gouvernement américain", m'a-t-il dit. "En outre, ces paiements ont été faits à partir de fonds acquis au cours de l'opération de blanchiment d'argent. Nous savons qu'une société américaine était impliquée dans ces paiements." Cette société est liée à un ou plusieurs démocrates de premier plan, insistent les responsables ukrainiens.

Dans un autre cas, a-t-il dit, les autorités ukrainiennes ont recueilli les preuves que l'argent versé à un démocrate américain aurait été caché, sous la pression de responsables américains, par le Bureau National Anti-Corruption (NABU, <https://nabu.gov.ua/en>) de l'Ukraine lors des élections de 2016. "Au cours de cette enquête, nous avons constaté qu'il y a eu un cas où une influence a été exercée sur le NABU, pour obtenir que le nom de [l'Américain] ne soit pas mentionné", a-t-il ajouté.

L'Ukraine est tristement célèbre pour ses opérations de corruption et de désinformation ; ses

services de police se battent pour ce qui est considéré comme des preuves d'actes répréhensibles. Kulyk et ses patrons ont même des querelles politiques pour savoir qui devrait être poursuivi et qui ne devrait pas l'être. Par conséquent, les allégations émanant de Kiev sont généralement à prendre avec un grain de sel.



Hillary Clinton, secrétaire d'État US et Petro Porochenko, président d'Ukraine

Mais bon nombre des allégations qui m'ont été communiquées par plus d'une demi-douzaine de hauts responsables ukrainiens sont corroborées par des éléments de preuve qui sont apparus récemment dans des documents déposés devant les tribunaux américains et dans des rapports de renseignement. Les Ukrainiens m'ont dit que leurs preuves comprenaient :

- Des déclarations sous serment de deux responsables ukrainiens admettant que leur agence a tenté d'influencer l'élection présidentielle américaine de 2016 (<https://thehill.com/opinion/campaign/435029-as-russia-collusion-fades-ukrainian-plot-to-help-clinton-emerges>) en faveur d'Hillary Clinton. Cette tentative consistait notamment dans la divulgation d'un supposé registre montrant les paiements versés au président de la campagne de Trump de l'époque, Paul Manafort (<https://thehill.com/people/paul-manafort>;)
- Des contacts entre des personnalités démocrates à Washington et des responsables ukrainiens qui avaient pour but de transmettre des saloperies sur Donald Trump ;
- Des dossiers financiers montrant qu'une société ukrainienne de gaz naturel a acheminé plus de 3 millions de dollars (<https://thehill.com/opinion/white-house/436816-joe-bidens-2020->

[ukrainian-nightmare-a-closed-probe-is-revived](https://thehill.com/opinion/white-house/436816-joe-bidens-2020-ukrainian-nightmare-a-closed-probe-is-revived)) vers des comptes américains liés à Hunter Biden, fils cadet du vice-président d'alors, Joe Biden, (<https://thehill.com/people/joe-biden>) qui gérait les relations américano-ukrainiennes pour le gouvernement Obama. Le fils de M. Biden a siégé au conseil d'administration d'une société ukrainienne de gaz naturel, Burisma Holdings ;

- Des dossiers démontrant que le vice-président Biden a fait pression sur les autorités ukrainiennes en mars 2016 pour qu'elles licencient le procureur qui a supervisé une enquête sur Burisma Holdings et qui avait prévu d'interroger Hunter Biden au sujet des transferts financiers ;
- Une correspondance montrant que des membres du département d'État et de l'ambassade des États-Unis à Kiev sont intervenus ou ont exercé des pressions dans des affaires pénales sur le sol ukrainien ;
- Des sorties de fonds ukrainiens pouvant atteindre 7 milliards de dollars qui, de l'avis des procureurs, auraient été détournés ou sortis du pays, y compris vers les États-Unis ;

Les responsables ukrainiens disent qu'ils ne veulent pas remettre ces preuves aux agents du FBI basés en Ukraine parce qu'ils pensent que le FBI est en relation étroite avec le NABU et l'ambassade des États-Unis. "Ce n'est un secret pour personne dans les milieux politiques ukrainiens que la NABU a été créée avec l'aide des États-Unis et a tenté d'exercer une influence pendant les élections présidentielles américaines", m'a précisé M. Kulyk.

Le patron de Kulyk, le procureur général Yuriy Lutsenko, m'a confirmé qu'il avait suffisamment de preuves - notamment en ce qui concerne Biden, sa famille et l'argent sorti d'Ukraine - pour justifier une rencontre avec le procureur général américain William Barr. (<https://thehill.com/people/william-barr>) "J'ai hâte de rencontrer le procureur général des États-Unis afin d'entamer et de faciliter notre enquête conjointe sur le détournement de 7 milliards de dollars américains supplémentaires d'origine ukrainienne", a dit M. Lutsenko.

J'ai écrit la semaine dernière (<https://thehill.com/opinion/white-house/436816-joe-bidens-2020-ukrainian-nightmare-a-closed-probe-is-revived>) que M. Biden, en 2016, avait fait pression sur le président ukrainien Petro Porochenko pour qu'il vire le principal procureur de l'Ukraine, Viktor Shokin, qui enquêtait sur Burisma. [Le groupe Burisma est une société d'exploration et de production d'énergie opérant sur le marché ukrainien du pétrole et du gaz depuis 2002. Son siège social est situé à Limassol, à Chypre NdT]

Kulyk a confirmé que l'Ukraine enquêtait sur cet incident présumé : "Nous avons des preuves et des témoins affirmant que Joe Biden a fait pression sur les forces de l'ordre ukrainiennes pour arrêter l'enquête."

Ces derniers jours, les fonctionnaires ukrainiens ont fait part publiquement de leurs frustrations après des mois passés en vain pour présenter discrètement les éléments de preuve au ministère de la Justice de Trump (DOJ), tentative qui a échoué. Dans l'impossibilité d'obtenir des visas auprès de l'ambassade des États-Unis, certains responsables ukrainiens de la justice ont cherché des moyens détournés, a dit M. Kulyk.

Selon nos entretiens, l'une de ces voies consistait à approcher un ancien procureur fédéral des années George W. Bush l'automne dernier. Il a remis un résumé écrit de certaines des allégations ukrainiennes au bureau du procureur des États-Unis à Manhattan, ainsi qu'une offre visant à mettre les enquêteurs américains en contact avec des personnes qui prétendent en avoir des preuves. Il n'y

a pas eu de réponse, ni de suivi, selon plusieurs personnes qui étaient bien au courant de la démarche.

Plus récemment, l'avocat personnel du président Trump (<https://thehill.com/people/donald-trump>), Rudy Giuliani - ancien maire et ancien procureur de New York - a pris connaissance de certaines des allégations tandis que, au nom de l'équipe juridique de Trump, il enquêtait sur la participation de l'Ukraine lors des élections de 2016.

Depuis, Lutsenko et ses collègues ont discuté avec d'autres avocats américains de la possibilité d'intenter une action en justice aux États-Unis pour récupérer l'argent qu'ils considèrent avoir été injustement détourné de leur pays.

"C'est comme si personne au DOJ n'écoutait. Il y a des preuves convaincantes qui devraient au moins être examinées et évaluées, mais les portes semblent fermées aussi bien au gouvernement qu'à la justice ", a déclaré un Américain à qui on a demandé de l'aide et qui a reçu des éclaircissements concernant ces preuves.

Les représentants du département d'État ont refusé de dire s'ils avaient refusé ou ralenti la délivrance de visas aux fonctionnaires ukrainiens. "Les demandes de visa sont confidentielles en vertu de la loi américaine ; par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur les détails des cas individuels", a déclaré un porte-parole du ministère.

Le témoignage de l'Ukraine, s'il est fondé, marquerait la première allégation documentée de démocrates ayant reçu l'aide d'une puissance étrangère dans leurs efforts pour aider Clinton à gagner les élections de 2016.

"Il semble qu'il y ait des preuves qu'il aurait pu y avoir une guerre par procuration entre la Russie et l'Ukraine pour que chacun voit l'élection de son président américain préféré lors de la campagne de 2016", a déclaré un ancien haut responsable du renseignement qui conseille désormais l'administration Trump sur la politique du renseignement.

Donald J. Trump 

@realDonaldTrump

"John Solomon: As Russia Collusion fades, Ukrainian plot to help Clinton emerges."

@seanhannity @FoxNews

 Traduire le Tweet

21:40 - 20 mars 2019

Il existe des informations publiques, en Ukraine et aux États-Unis, qui corroborent certaines des allégations des procureurs ukrainiens.

Un tribunal ukrainien a officiellement conclu que les forces de l'ordre de ce pays avaient tenté d'intervenir illégalement lors des élections américaines de 2016 en divulguant des documents sur les activités commerciales de Manafort après sa nomination au poste de président de campagne de Trump. Et un parlementaire ukrainien a publié un enregistrement supposé d'un haut responsable législateur ukrainien se vantant d'être à l'origine de la fuite et admettant avoir essayé d'aider Clinton à gagner.

Lutsenko (<https://thehill.com/hilltv/rising/434875-top-ukrainian-justice-official-says-us-ambassador-gave-him-a-do-not-prosecute>) a déclaré à Hill.TV [Chaîne américaine spécialisée dans la politique, NdT] dans une interview diffusée la semaine dernière qu'il avait ouvert une enquête criminelle sur ces allégations.

Nellie Ohr, épouse d'un haut fonctionnaire du ministère de la Justice et chercheuse pour la firme d'investigation de l'opposition Fusion GPS, a témoigné devant le Congrès l'an dernier affirmant que certaines des recherches menées par Fusion GPS sur les liens Trump-Russie émanaient d'un parlementaire ukrainien. (<https://dailycaller.com/2019/02/06/nellie-ohr-fusion-gps-leshchenko-ukraine/>) Le Parti démocrate et la campagne de Clinton ont payé Fusion GPS pour salir Trump.

Bien qu'Ohr ait reconnu la source ukrainienne, les législateurs ne l'ont pas pressée d'être plus précise.

En 2017, Politico (<https://www.politico.com/story/2017/01/ukraine-sabotage-trump-backfire-233446>) a fait un rapport sur les preuves que l'ambassade d'Ukraine a aidé l'équipe de campagne Clinton à discréditer Trump. "Un agent ukraino-américain, consultant pour le Comité national démocrate, a rencontré de hauts responsables de l'ambassade d'Ukraine à Washington dans le but de dénoncer les liens entre Trump, Paul Manafort et la Russie", rapporte le journal.

Indépendamment, le mois dernier, l'association conservatrice à but non lucratif Citizens United a intenté une action en justice pour forcer le département d'État à divulguer toutes les informations qu'il détient sur Hunter Biden et ses partenaires commerciaux impliqués dans les activités de Burisma Holdings en Ukraine.

Si les procureurs ukrainiens peuvent étayer leurs allégations par des preuves réelles, il pourrait y avoir un véritable cas de collusion justifiant une enquête.

La seule question est de savoir pourquoi le gouvernement américain ne s'y est pas intéressé jusqu'à présent - et si le procureur général Barr va y remédier.